



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 18 mois
à la société GSM pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires
sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON**

**N° 2022-0564
AIOT : 0006205781**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON ;

Vu la demande de la société GSM en date du 29 mars 2022 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune PONT A MOUSSON ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé BV/NW/492_2022 en date du 26 mai 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé BV/NW/492_2022 en date du 26 mai 2023 ;

Considérant que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, portée par la société GSM à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 29 mars 2022 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant au

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019, autorisant la Société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur la commune de PONT A MOUSSON, aux lieux dits Pré Palette et Pré Saint Georges, sont modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : caractéristiques cadastrales de la carrière

Les dispositions de l'article 1.1.1 sont remplacées par les suivantes :

La société GSM, dont le siège social est situé 4 PLACE DES SAISONS à COURBEVOIE (92400), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur les parcelles cadastrales suivantes de la commune de PONT-A-MOUSSON :

Section	Parcelles	Surface cadastrale (en m ²)	Surface en renouvellement (en m ²)	Surface en extension (en m ²)	Surface de la demande (en m ²)
Y	4 pour partie	8769	-	1532	1532
Y	5 pour partie	8711	-	1589	1589
Y	6	15	-	15	15
Y	9 pour partie	41540	-	6641	6641
Y	10 pour partie	27348	-	830	830
Y	13 pour partie	45000	-	3552	3552
Y	14 pour partie	22730	11295	-	11295
Y	28 pour partie	10300	-	6299	6299
Y	30 pour partie	17142	-	8752	8752
Y	31 pour partie	12000	-	6155	6155
Y	32 pour partie	64580	31650	16185	47835
Y	130 pour partie	4511	-	2611	2611
Y	637 pour partie	73224	-	22268	22268
Y	638 pour partie	26000	17131	-	17131
Y	667	10588	10558	-	10558
Y	668 pour partie	45868	-	20355	20355
Y	669	20482	20482	-	20482
Y	743	6060	-	6060	6060

Y	764 pour partie	19641	-	8021	8021
Y	Chemin Rural du pré Palette	-	1977	-	1977
Y	Chemin Rural de l'Avrima	-	1624	-	1624
Y	Chemin Rural du Voison	-	816	-	806
TOTAL					206 388 m ²

La superficie totale autorisée est de 20 ha 63 a 98 ca dont environ 9,15 ha sont dédiés à l'extraction. Le plan cadastral figurant en annexe 1 au présent arrêté délimite le périmètre de la carrière autorisée.

Article 3 : durée de validité de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1.4.1 sont remplacées par les suivantes :

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 20 décembre 2025. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site de la carrière. Les deux dernières années et demi de la présente autorisation sont dédiées exclusivement à l'achèvement des travaux de remise en état du site.

Article 4 : garanties financières

Le montant des garanties financières de 125 301 € TTC se substitue à celui fixé à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

- TP01 initial (mai 2009) = 616,5
- TVA initiale (mai 2009) = 0,196
- TP01 (mars 2022) (base 2010) = 124,7
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA (mars 2022) = 0,2

Article 5 : Recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Execution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société GSM

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le 07 JUIN 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE COFF